



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue du Général de Gaulle
CS 90254
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 05/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

METAL COLOR EUROPE

Route d'Yssingeaux
43600 Sainte-Sigolène

Références : UiD4243-EAR-024-224
Code AIOT : 0005601739

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2024 dans l'établissement METAL COLOR EUROPE implanté Route d'Yssingeaux 43600 Sainte-Sigolène. L'inspection a été annoncée le 18/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METAL COLOR EUROPE
- Route d'Yssingeaux 43600 Sainte-Sigolène
- Code AIOT : 0005601739
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Metal Color Europe est une entreprise spécialisée dans le traitement de surface en utilisant des techniques de thermolaquage et de peinture liquide. L'entreprise dispose également d'installations

permettant la préparation des supports par traitement chimique ou mécanique).

En raison d'un contexte social (difficultés RH) et économique, la société Metal Color Europe a été rachetée le 27 juillet 2023 par la société Asoltech pour devenir Asoltech MCE.

Elle emploie 14 personnes et souhaiterait procéder à des recrutements, mais elle rencontre des difficultés pour trouver des candidats.

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative
- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 04/06/2024, article R.181-47	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	VLE rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Caractéristiques des risques	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 7.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	liste des installations classées	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 1.2.1	Sans objet
4	Caractéristiques des risques	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 7.1.1	Sans objet
7	Pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 7.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux évolutions de la nomenclature des installations classées pour l'environnement, l'exploitant, en plus de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 03/08/2009, doit respecter les prescriptions qui lui sont imposées par les arrêtés ministériels du 15/05/2020 et du 09/04/2019, comme indiqué au point n°2 de cette inspection.

L'exploitant doit également mener un travail pour que les différents contrôles imposés soient réalisés selon les périodicités obligatoires, notamment annuellement concernant la vérification des installations électriques et les mesures des effluents atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2024, article R.181-47
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : I. Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.
Constats : La société Metal Color Europe a été rachetée par Asoltech le 27 juillet 2023. L'exploitant a fourni un extrait kbis indiquant ce rachat.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai d'1 mois, l'exploitant déclarera, au préfet de Haute-Loire, ce changement d'exploitant, par un courrier comportant les informations nécessaires, selon la prescription du présent point de contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : liste des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, nature des installations
Prescription contrôlée : Rubrique 2940-3-a – Application, cuisson, séchage de peintures sur support quelconque, les produits mis en œuvre étant des poudres à base de résines organique – 250kg/j (A) Rubrique 2565-2-a – Traitement de surface par voie électrolytique ou chimique, les procédés utilisant des liquides sans mise en œuvre de cadmium – volume des cuves de traitement 8m3 (A) Rubrique 2566 – décapage ou nettoyage des métaux par traitement thermique – four à pyrolyse (A) Rubrique 2575 – emploi de matières abrasives – puissance 29kW (D) Rubrique 1530 – dépôt de bois, papier, carton – 45m3 (NC) Rubrique 1630-b – Emploi de lessive de soude ou de potasse caustique – 5t (NC) Rubrique 2560 – travail mécanique des métaux – puissance machine 2kW (NC)

<p>Rubrique 2910-A – installation de combustion (aérotherme gaz 200 kW et chaudière gaz 28kW) (NC)</p> <p>Rubrique 2920-2 – installations de compression d'air fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10e5 Pa – puissance max 41kW (NC)</p> <p>Rubrique 2925 – atelier de charge d'accumulateurs – puissance max 8kW (NC)</p>
<p>Constats :</p> <p>En raison d'un contexte social (difficulté de recrutement) et économique, l'exploitant indique une baisse de production. Néanmoins, il souhaite conserver les volumes autorisés tels qu'indiqués dans l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 03/08/2009.</p> <p>Au regard des évolutions de la nomenclature des installations classées, les activités exercées relèvent désormais du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2940 et 2565.</p> <p>En conséquence, l'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur le fait, qu'en complément des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 03/08/2009, il est tenu de respecter les prescriptions applicables aux installations existantes des arrêtés ministériels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrêté ministériel du 12/05/2020 (rubrique 2940-3-a) : articles 3.1 à 3.4, 4.1, 4.6 à 4.8, 4.10, 4.11, 4.14, 4.15, 5.12 (sauf le 4ème alinéa), 5.3, 5.9, 5.10, 6.1, 8, 9, et 10; - arrêté ministériel du 09/04/2019 (rubrique 2565-2-a) à l'exception des articles 3, 4, 5, 11, 12, 13, 14 (point c), 24 (dernier alinéa), 25, 27, 19 et 39.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : VLE rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 3.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Concentration en mg/Nm3 Conduit n°1 – alcalins (OH) = 10 – SO2 = 100 – Nox eq NO2 = 200 Conduit n° 2 à 7 – poussières 100 si flux ≤ 1kg/h et 40 si flux > 1kg/h – SO2 = 300 – Nox eq NO2 = 500 – COVNM = 110</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de mesures réalisé par l'entreprise Socotec en date du 04/03/2021.</p> <p>Aucun dépassement n'est constaté.</p> <p>Cependant, l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 03/08/2009 disposant : « une mesure de l'alcalinité dans les effluents atmosphériques de la chaîne de dégraissage (conduit n°1) est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur sur des échantillons représentatifs des rejets et du fonctionnement des installations. », l'exploitant devrait être en mesure de présenter un rapport daté de moins d'un an.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Dans un délai de 3 mois, l'exploitant fera réaliser une mesure d'alcalinité dans les effluents atmosphériques de la chaîne de dégraissage et transmettra le résultat de cette dernière à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Caractéristiques des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 71.1
Thème(s) : Risques chroniques, substances dangereuses
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
Constats : L'exploitant utilise un ERP qui lui indique la quantité des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement, ainsi que leur emplacement. La base de donnée est sur un serveur externe accessible à tout moment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Caractéristiques des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 71.2
Thème(s) : Risques chroniques, zones de danger
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères novices ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriées et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de l'établissement comportant diverses informations, notamment l'emplacement des moyens de défense contre l'incendie (extincteurs, RIA...). Néanmoins, ce plan n'identifie pas les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Lors de la visite, aucune matérialisation spécifique n'a été rencontrée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un plan mis à jour indiquant les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Il apportera la preuve que ces zones sont matérialisées et que la nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de celles-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Infrastructures et installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 7.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de vérification des installations électriques réalisé par Exel daté du 04/04/2023.</p> <p>Ce rapport comporte les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence ou inadéquation des dispositifs de protection contre les surintensités ; - dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel ; - inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion ; <p>Au regard de la date d'inspection, la vérification de l'ensemble de l'installation électrique devant être effectuée au minimum une fois par an, une nouvelle vérification aurait dû être réalisée avant</p>

le 4 avril 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devra : -faire réaliser une vérification de l'ensemble de l'installation électrique ; - transmettre à l'inspection le rapport de cette vérification et le cas échéant, les justificatifs permettant de lever les observations qu'il comporte pour les plus simples à traiter, ou un plan d'actions accompagné d'échéances argumentées pour les non-conformités nécessitant des travaux plus importants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention (...)
Constats : Par échantillonnage, lors de la visite, il a été constaté que les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols (pot de peinture notamment), étaient placés sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite